

# REGLEMENT DE CONSULTATION

MAI 2019

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

passé selon une procédure adaptée avec possibilité de négociation,  
en vertu des articles R.2123-1, R.2123-4 à 2123-5  
du code de la commande publique

---

Marché à tranches

### **ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE**

CONSTRUCTION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE  
ET REALISATION D'UN RESEAU DE CHALEUR

QUARTIER DU MONTMARIN - VESOUL

### **DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

**Mercredi 26 juin 2019 à 18h00**

### **SIED 70**

20 avenue des rives du lac  
70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE



## SOMMAIRE

Article 1 : Identification de l'acheteur public.....	3
Article 2 : Descriptif du projet .....	3
Article 3 : Objet de la mission .....	3
Article 3 : Qualification.....	4
Article 4 : Conditions de mise en concurrence.....	5
Article 5 : Contenu du dossier de consultation .....	6
Article 6 : Remise du dossier de consultation .....	6
Article 7: Présentation des candidatures et des offres .....	7
Article 8 : Examen et jugement des offres .....	8
Article 9 : Conditions d'envoi ou de remise des offres .....	9
Article 10 : Renseignements complémentaires .....	10

## ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

**SIED 70**  
**20 avenue des rives du lac**  
**70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE**  
**Tél : 03.84.77.00.00**  
**E-mail : contact@sied70.fr**

Président  
**Monsieur Jacques ABRY**

## ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DU PROJET

En avril 2017, la Ville de Vesoul a transféré sa compétence "Réseau de chaleur" au SIED 70 suite aux résultats favorables de l'étude de faisabilité initiée par l'Office Public Habitat 70 en 2016.

En 2018, le Syndicat, devenu maître d'ouvrage, a fait actualiser, par une nouvelle étude, les données techniques et financières de l'opération consistant à la construction d'une chaufferie biomasse et la réalisation d'un réseau de chaleur dans le quartier du Montmarin à Vesoul pour produire le chauffage et l'eau chaude sanitaire aux 900 logements d'Habitat 70 et à une quinzaine de bâtiments publics appartenant au Conseil régional de Bourgogne/Franche-Comté, au Conseil départemental de la Haute-Saône, à la Ville de Vesoul, à l'ADAPEI et à l'IME.

Les caractéristiques principales, issues de la dernière étude de faisabilité, de la chaufferie et de son réseau de chaleur sont résumées ci-dessous. L'étude de faisabilité fait partie des annexes du cahier des charges.

- **Puissance totale des chaudières bois 3 600 kW**
- **Puissance totales des chaudières gaz de ville 10 000 kW**
- **Taux de couverture bois 80%**
- **Longueur du réseau de chaleur 3 500 ml**
- **Puissance des sous-stations 11 500 kW**
- **Besoins utiles annuels (chauffage + ECS) 19 GWh**

Ce projet sera réalisé sous la forme d'un marché global de performance (MGP) avec une durée d'exploitation de 5 ans selon un mode de gestion en régie externalisée.

Le Syndicat souhaite s'attacher les compétences d'une Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage (ATMO) pour l'assister dans les différentes phases de mise en œuvre de ce programme et afin d'assurer la bonne exécution du marché global de performance.

## ARTICLE 3 : OBJET DE LA MISSION

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage recouvre les champs suivants :

1. Conception technique et architecturale du projet et élaboration du MGP,
2. Expertise technique, juridique, économique,
3. Management du projet et pilotage du titulaire du MGP,
4. Préparation des pièces contractuelles (avec co-financeurs, futurs abonnés, titulaires des marchés...),
5. Communication et animation auprès des abonnés, des usagers et des personnes extérieures (futurs abonnés, habitants du quartier, organismes et personnes extérieures au projet...),
6. Expertise technique dans le suivi de l'exploitation-maintenance.

Certaines actions devront se dérouler simultanément afin d'assurer la bonne exécution du projet et de garantir le respect des engagements financiers.

Le prestataire s'appuiera notamment sur les études de faisabilité et devra travailler en dialogue permanent avec le SIED 70, les représentants des financeurs publics (ADEME, Région et Département) et les représentants des entités à raccorder.

Les prestations feront l'objet d'un marché public à tranches, composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle, définies ci-après.

Le prestataire sera chargé de :

**TRANCHE FERME, de l'élaboration du projet jusqu'à l'obtention des co-financements et la mise au point du MGP**

- élaboration des avant-projets et montage des dossiers d'autorisations administratives ;
- établissement des dossiers de demande de subvention auprès des différents financeurs publics possibles (ADEME, Région...) ;
- constitution des dossiers de consultation et analyse des offres des missions complémentaires (SPS, contrôle technique...) ;
- rédaction du règlement de service en s'appuyant sur les modèles-types édités par la FNCCR et assistance dans la phase d'engagement des futurs abonnés ;
- communication et animation de réunions publiques pour présenter le projet aux riverains et futurs usagers, notamment lors de la phase d'engagement ;
- élaboration du dossier de consultation du MGP, analyse des offres et mise au point du marché ;
- assistance dans la validation des choix techniques, financiers et suivi du planning général.

**TRANCHE OPTIONNELLE 1, de la notification du marché global de performance jusqu'à la fin des trois premières années d'exploitation**

- assistance dans le suivi des études de conception et dans la validation des choix techniques ;
- assistance dans le suivi des travaux, la réception des travaux, y compris la période de garantie de parfait achèvement et la mise en service de la chaufferie et du réseau de chaleur ;
- accompagnement et suivi de l'exploitation pendant les trois premières années d'exploitation (mesures correctives, indicateurs de suivi d'exploitation...) ;
- élaboration des bilans annuels de fonctionnement et analyse des rapports d'exploitation du titulaire ;
- communication auprès des abonnés et animation des réunions publiques de suivi d'installation, de présentation des bilans annuels...,
- accompagnement dans la bonne perception des factures du réseau de chaleur et dans l'analyse des éventuels retards de paiement.

**ARTICLE 3 : QUALIFICATION**

Le prestataire ou le groupement sera spécialisé dans le conseil aux collectivités et plus particulièrement dans le conseil et l'analyse de la performance technico-économique d'un SPIC (Service Public Industriel et Commercial). Il aura des connaissances techniques (bâtiment et thermique), juridiques et financières (et également en terme de comptabilité publique et de TVA) lui permettant un accompagnement du SIED 70, spécifique à cette opération.

Il devra également avoir des compétences en matière d'animation et de communication.

Le prestataire devra détenir un référencement bénéficiant de la reconnaissance **RGE - AMO biomasse** ou attester de conditions équivalentes.

### 4.1. MODE DE CONSULTATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée avec possibilité de négociation en application des articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

Le SIED 70 se réserve la possibilité :

- d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation,
- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a pas obtenu d'offres ou si aucune des offres reçues ne lui paraît acceptable,
- de ne pas donner suite à la consultation,

sans que sa responsabilité ne puisse être engagée.

La présente consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Il s'agit d'une prestation intellectuelle homogène qui donne lieu à un marché unique.

Une tranche optionnelle est prévue. L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à une décision de l'entité adjudicatrice. Si la tranche n'est pas affirmée, le marché ne prévoit pas d'indemnité de dédit, ni d'indemnité d'attente en cas de retard dans l'affermissement.

Les candidats s'engagent pour l'ensemble des tranches, y compris la tranche optionnelle.

Les offres seront jugées sur l'ensemble des tranches.

### 4.2. SOLUTION DE BASE ET VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 4.3. DELAIS D'EXECUTION

La durée prévisionnelle du marché est de **CINQUANTE-QUATRE (54) mois**, à compter de sa notification au titulaire.

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est **juillet 2019**.

La date impérative de mise en service est **septembre 2021**.

Le candidat devra compléter le planning prévisionnel, pour chacune des tranches dans l'acte d'engagement.

### 4.4. MODIFICATION AU DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres des **modifications mineures** au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

#### 4.5. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### 4.6. COTRAITANCE

Conformément aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, les candidats sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Un même candidat ne pourra figurer dans plusieurs groupements ni présenter simultanément une offre groupée et une offre individuelle.

En cas de groupement, **la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter** doit être précisément indiquée dans l'acte d'engagement.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

#### 4.7. SOUS-TRAITANCE

L'offre, qu'elle soit présentée par un seul candidat ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen du **formulaire DC 4** téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj>

espace « marchés publics »

### ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation transmis aux candidats comprend les éléments suivants :

- **Règlement de Consultation ;**
- **Acte d'engagement et son annexe;**
- **Cahier des Clauses Particulières et ses annexes.**

### ARTICLE 6 : REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents de la consultation sont disponibles par voie dématérialisée sur le profil acheteur du SIED 70 à l'adresse suivante :

<http://sied70.e-marchespublics.com>

Il est possible de télécharger les documents correspondants en ayant le choix de s'authentifier ou non sur la plateforme. Cependant, il est important de rappeler qu'en cas de modification de la consultation (dates, rectificatif/complément, question/réponse), l'entité adjudicatrice devra être en mesure de contacter les candidats pour leur transmettre les éléments actualisés. C'est pourquoi il est conseillé de s'authentifier et de laisser ses coordonnées sur la plate-forme pour télécharger le dossier de consultation.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en **langue française**.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par eux :

### 7.1. PIECES DE CANDIDATURE

Les renseignements ci-dessous énumérés concernent la situation propre du candidat et permettent **l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale** requise en vue de l'attribution du marché (application des articles R.2143-3 à R.2143-4 du code de la commande publique).

- Lettre de candidature (formulaire DC1) et Déclaration du candidat ou du membre du groupement (formulaire DC2)

Formulaires téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj> espace « marchés publics », accompagnés des pièces éventuelles mentionnées dans les formulaires ;

- Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat et en cas de groupement, le pouvoir donné au mandataire par les cotraitants pour la présentation de la candidature et de l'offre ;
- En cas de candidature groupée, le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement. Le candidat complète dans les rubriques E et F :

#### **Les renseignements permettant d'évaluer les capacités financières du candidat :**

- ✓ Déclaration du **chiffre d'affaires global** du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les prestations de services comparables à l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- ✓ **Attestations d'assurance responsabilité civile et des risques professionnels** en cours de validité ;

#### **Les renseignements permettant d'évaluer les capacités techniques et professionnelles du candidat :**

- ✓ **Qualification RGE biomasse 20.12** ou attester de conditions équivalentes ;
- ✓ **Titres d'études et professionnels des responsables et exécutants** de la prestation de services envisagée ;
- ✓ **Effectifs** moyens annuels du candidat ;
- ✓ **Compétences pluridisciplinaires** à réunir en bâtiment/architecture, génie thermique et hydraulique, juridiques, économiques...
- ✓ **Références** de missions similaires exécutées au cours des 5 dernières années (rôle joué par le candidat, date, montant, maître d'ouvrage) ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans ce cas, il doit justifier des capacités techniques de ce ou ces opérateurs économiques et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché (production d'un engagement écrit des opérateurs économiques).

En cas de groupement, chaque cotraitant devra fournir l'ensemble de ces pièces.

## 7.2. PIECES DE L'OFFRE

Un projet de marché comprenant :

- **Acte d'engagement** à compléter et dater et les annexes éventuelles ;  
La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le soumissionnaire informé que son offre est retenue est tenu de la signer.  
Pour les groupements, le candidat devra également fournir un tableau de répartition des montants d'études entre cotraitants.
- **Cahier des Clauses Particulières** à signer et dater ;
- **Mémoire technique décrivant les méthodes, l'organisation et les moyens** que le candidat ou le groupement, prévoit de mettre en œuvre spécifiquement pour la réalisation de sa prestation, comprenant au minimum les points suivants :
  - ❖ présentation du candidat ou du groupement (moyens humains et matériels),
  - ❖ organigramme des effectifs affectés à la mission,
  - ❖ planning de réalisation de la mission pour chaque tranche,
  - ❖ méthodologie adoptée par le candidat ou le groupement, pour la réalisation de sa prestation, détaillée pour chaque phase de la mission,
  - ❖ tout document qu'il jugera utile pour expliciter et compléter l'offre.

## 7.3. DOCUMENTS A PRODUIRE UNIQUEMENT PAR LE CANDIDAT ARRIVE EN TETE DE CLASSEMENT

Le candidat dont l'offre a été retenue ne peut être titulaire du marché que s'il produit les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-9 à R. 2143-13 du code de la commande publique.

A ce titre, l'entité adjudicatrice acceptera comme justificatifs et moyens de preuve suffisants les informations suivantes :

- Une déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné aux articles R.2143-6 à R.2143-9 du code de la commande publique;
- Les certificats de régularité émanant des administrations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- Un extrait K, Kbis ou D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- En cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s).

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 7.1 du présent règlement seront remises avant la notification du marché.

Si l'attributaire ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations ci-dessus dans le délai imparti, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le représentant de l'entité adjudicatrice, qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Pour en savoir plus : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23384>

## ARTICLE 8 : EXAMEN ET JUGEMENT DES OFFRES

### 8.1. EXAMEN DES OFFRES



L'examen sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-8 du code de la commande publique.

Les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas jugées anormalement basses. Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

---

## 8.2. JUGEMENT DE L'OFFRE

Les offres seront jugées conformément aux prescriptions édictées par le code de la commande publique, et notamment celles de ses articles R.2152-6 et R.2152-7.

L'offre retenue sera l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- **Valeur technique : 50 %**

Elle est déterminée à partir de la pertinence des éléments contenus dans le **mémoire technique** suivant les modalités suivantes :

- Méthodologie et compréhension de chaque mission : 8 points
- compétences et moyens techniques et humains : 7 points
- planning prévisionnel d'exécution : 5 points

Le délai minimum proposé par un des candidats équivaut à la note maximale pour ce critère ; une régression linéaire sera appliquée pour les délais supérieurs.

- **Prix de la prestation : 40 %**

Le critère prix sera apprécié au vu du document financier, présenté par le candidat.  
La notation du prix sera établie en application de la formule suivante :

$$\text{Note} = 20 \times \text{Prix}_{\text{offre moins-distant}} / \text{Prix}_{\text{offre candidat}}$$

- **Qualité des références sur des missions équivalentes : 10 %**

---

## 8.3. NEGOCIATION

A l'issue de l'analyse des offres, la personne publique se réserve la possibilité de négocier, en référence à l'article R.2123-5 du code de la commande publique et selon les critères de sélection précisés à l'article précédent et sur tout point jugé utile par la personne publique pour retenir l'offre économiquement la plus avantageuse.

## ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

La langue devant être utilisée est le français et l'unité monétaire, l'euro.

Le candidat transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par le même candidat, seule la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'entité adjudicatrice.

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations effectuées dans le cadre des procédures de passation des marchés publics sont effectués par voie électronique.

#### 9.1. TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER

Sans objet

#### 9.2. TRANSMISSION SOUS SUPPORT ELECTRONIQUE

Les candidats sont invités à transmettre leurs offres par voie électronique, avant les date et heure limites de remise des offres indiquées sur la première page du présent document, sur la plateforme de dématérialisation suivante :

<http://sied70.e-marchespublics.com>

Les fichiers seront distincts pour les pièces de la candidature et de l'offre, organisés dans un fichier .zip.

Les candidats devront alors suivre les instructions prévues par la plateforme. Ils devront s'assurer que la signature électronique des offres est valide et conforme à la réglementation.

Le candidat doit veiller à l'interopérabilité des formats informatiques qu'il choisit. Il est préconisé d'utiliser les formats suivants : .doc / .pdf / .xls / .jpg.

**Toute offre remise hors délais sera rejetée.**

Conformément à l'article R. 2132-12 du code de la commande publique, les candidats qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser au SIED 70, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre de l'économie annexé au code de la commande publique.

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R. 2132-12 du code de la commande publique, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" portant l'indication "Consultation relative à l'ATMO pour la chaufferie et réseau de chaleur du Montmarin – NE PAS OUVRIR – Confidentiel", à l'adresse suivante :

**SIED 70**

A l'attention de Monsieur Jacques ABRY, Président

**20 avenue des rives du lac**

**70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE**

Les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'entité adjudicatrice ne feront pas l'objet d'une réparation. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

#### ARTICLE 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite, par voie dématérialisée sur la plateforme, à l'adresse suivante:

<http://www.e-marchespublics.com>

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier.

En tout état de cause, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de ne pas répondre aux questions des candidats.